



L'Asie face au protectionnisme américain et à la crise au Moyen-Orient : quand Ormuz tousse, l'usine du monde retient son souffle

1. Moyen-Orient : le détroit d'Ormuz, petit goulot d'étranglement pour très gros maux asiatiques

La crise au **Moyen-Orient** rappelle une évidence souvent oubliée : la mondialisation tient parfois à quelques kilomètres de mer. Le **détroit d'Ormuz**, par lequel transite une part décisive du pétrole et du gaz naturel liquéfié du Golfe, est devenu l'un des points les plus sensibles de l'économie mondiale. Pour l'Asie, cette vulnérabilité n'est pas théorique : elle est immédiate, massive et potentiellement récessive.

Selon l'analyse présentée par Hubert Testard lors du débat de La Fabrique de l'Exportation, l'Asie concentre environ **84 % à 85 % des exportations de pétrole transitant par Ormuz**. La **Chine** en capte à elle seule près d'un tiers, devant l'**Inde**, le **Japon**, la **Corée du Sud** et les pays de l'**ASEAN**. L'Europe, elle, n'en représente qu'environ 5 %. Autrement dit, l'Europe subit surtout le choc par les **prix de l'énergie**, tandis que l'Asie risque aussi une rupture physique d'approvisionnement.

Cette distinction est essentielle. Lorsque le baril grimpe, tout le monde souffre. Mais lorsque les cargaisons ne passent plus, certains pays entrent dans une logique de pénurie. C'est particulièrement vrai pour l'**Asie du Sud**, où l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh dépendent fortement du Moyen-Orient non seulement pour le pétrole brut, mais aussi pour certains produits pétroliers comme le propane ou le butane, indispensables à la cuisine, à l'hôtellerie-restauration ou à certaines industries.

La situation du **gaz naturel liquéfié** est légèrement différente. Le Japon, par exemple, a davantage diversifié ses approvisionnements, notamment grâce à l'Australie et aux États-Unis. Mais le **Pakistan** et le **Bangladesh** restent très exposés au GNL du Moyen-Orient. Là encore, le problème n'est pas seulement le prix : c'est la disponibilité.

2. L'Asie n'a pas toutes les mêmes réserves : Japon et Chine tiennent, le Sud asiatique serre les dents

Face à un choc énergétique, la vraie question devient celle des **réserves stratégiques**. Et sur ce terrain, l'Asie est loin d'être homogène. Les grandes économies développées comme le **Japon** et la **Corée du Sud**, ainsi que la **Chine**, disposent de stocks relativement importants, souvent estimés entre 200 et 250 jours selon les catégories d'approvisionnement.

À l'inverse, plusieurs pays d'**Asie du Sud** et d'**Asie du Sud-Est** disposent de marges beaucoup plus faibles. L'Inde serait autour de 60 jours de réserves pétrolières, tandis que le Pakistan ou le Bangladesh descendraient sous les 30 jours. Pour le gaz, les marges sont encore plus réduites.

Cette asymétrie change tout. La Chine peut amortir temporairement un choc. Le Japon peut puiser dans ses réserves, même si sa dépendance au pétrole moyen-oriental reste très élevée. Mais pour les pays plus fragiles, une crise prolongée d'Ormuz pourrait rapidement se transformer en choc social, industriel et politique.

C'est pourquoi, pour l'Asie, la seule vraie solution reste un arrêt rapide des hostilités. Les oléoducs alternatifs vers la mer Rouge ou Fujairah ne peuvent compenser qu'une fraction des volumes perdus. Et s'ils deviennent eux-mêmes des cibles, l'illusion d'une voie de secours disparaît vite.

Le point le plus frappant est donc celui-ci : une crise régionale au Moyen-Orient peut devenir une crise asiatique de production. Quand l'énergie manque, ce ne sont pas seulement les automobilistes qui paient plus cher leur carburant ; ce sont les chaînes de valeur, les usines, les ports, les restaurants, les transports et les ménages qui entrent en tension.

3. Protectionnisme américain : Donald Trump tape fort, l'Asie esquive, mais pour combien de temps ?

Le deuxième grand choc analysé lors du débat est le **protectionnisme américain**. Depuis le retour de Donald Trump, la politique commerciale des États-Unis est redevenue frontalement offensive. L'Asie est particulièrement visée, avec la **Chine** en première ligne, mais aussi le **Vietnam**, la **Thaïlande**, l'**Indonésie**, **Taiwan**, le **Japon** ou la **Corée du Sud**.

La méthode est brutale mais efficace : annoncer des droits de douane très élevés, puis négocier leur réduction contre des concessions massives. Comme l'a résumé Hubert Testard, c'est une logique de négociation asymétrique : « je menace très fort, puis je frappe un peu moins si vous me donnez beaucoup ».

Les pays asiatiques ont cédé sur plusieurs terrains. Les économies émergentes ont accepté d'ouvrir davantage leurs marchés aux produits américains. Le Vietnam aurait accepté des droits de douane nuls sur les produits américains, la Thaïlande sur une très grande partie de ses lignes tarifaires, l'Indonésie presque totalement. Les pays développés, dont les marchés étaient déjà largement ouverts, ont surtout pris des engagements d'achats et d'**investissements aux États-Unis** : énergie, agriculture, avions, semi-conducteurs, usines.

Le Japon, la Corée du Sud et Taiwan auraient ainsi promis des montants d'investissement très élevés aux États-Unis, de l'ordre de centaines de milliards de dollars. Reste à savoir ce qui sera effectivement réalisé, car les gouvernements promettent, mais ce sont les entreprises qui investissent.

Pourtant, l'effet économique immédiat du choc protectionniste semble avoir été moins violent que prévu en 2025. Le **Vietnam** aurait encore enregistré une croissance très robuste, tandis que la Chine a compensé la baisse de ses exportations vers les États-Unis par une redirection massive vers l'**Europe**, l'**ASEAN**, l'Afrique et l'Amérique latine.

4. Chine, ASEAN, Europe : le grand jeu des détours commerciaux

La Chine a montré une capacité remarquable à contourner le choc américain. Ses exportations vers les États-Unis ont reculé, mais ses ventes vers d'autres zones ont progressé fortement. L'Europe est devenue un marché encore plus central pour les produits chinois. Selon Hubert Testard, à la fin de 2025, les exportations chinoises vers l'Europe étaient environ deux fois supérieures à celles vers les États-Unis.

C'est un changement structurel majeur. Le premier débouché extra-asiatique de la Chine n'est plus nécessairement l'Amérique : c'est l'Europe. Pour les Européens, ce constat est lourd de conséquences. Car si l'Europe absorbe davantage de produits chinois sans vendre beaucoup plus à la Chine, son déficit industriel se creuse.

L'ASEAN joue, elle, un rôle ambigu. D'un côté, certains pays comme le Vietnam bénéficient du redéploiement industriel hors de Chine et de la demande américaine. De l'autre, ils deviennent des relais des chaînes de valeur chinoises. Une partie des exportations chinoises vers les États-Unis pourrait transiter par l'ASEAN, ce qui complique les contrôles douaniers américains.

Les États-Unis ont tenté d'encadrer ce phénomène, notamment en imposant des droits plus élevés aux produits considérés comme de simples transits chinois. Mais dans la pratique, tracer précisément l'origine réelle d'un produit dans des chaînes de valeur complexes est extrêmement difficile.

L'ASEAN est donc prise dans un étau : elle profite de la Chine, dépend de la Chine, craint la Chine, et cherche en même temps à préserver l'accès au marché américain. C'est toute la subtilité du moment asiatique : personne ne veut choisir totalement son camp, mais tout le monde est sommé de s'adapter.

5. L'Inde change de logiciel : libre-échange pour tous, sauf pour la Chine

L'un des signaux les plus intéressants du débat concerne l'**Inde**. Longtemps protectionniste, prudente, parfois méfiante vis-à-vis des accords commerciaux, l'Inde semble accélérer son ouverture. Elle a engagé ou conclu des négociations avec le Royaume-Uni, l'Union européenne, les États-Unis, le Japon et le Canada. Elle ouvre aussi davantage certains secteurs aux **investissements étrangers**.

Ce changement est stratégique. L'Inde comprend que la fragmentation du commerce mondial peut devenir une opportunité. Elle veut attirer des industriels, capter une

partie des chaînes de valeur déplacées hors de Chine, et renforcer sa position dans la recomposition asiatique.

Mais cette ouverture a une limite claire : la Chine. La formule pourrait être résumée ainsi : libre-échange avec beaucoup de monde, mais pas avec Pékin. Cette prudence indienne s'explique par les tensions géopolitiques, les différends frontaliers et la crainte d'une dépendance industrielle excessive.

Pour les entreprises européennes et françaises, ce basculement indien est à surveiller de près. Dans un monde où la Chine devient plus risquée et où les États-Unis deviennent plus imprévisibles, l'Inde peut offrir des relais de croissance considérables. Encore faut-il comprendre ses règles, sa lenteur administrative, ses priorités industrielles et sa volonté de souveraineté.

6. Le rouleau compresseur chinois : l'Europe découvre que la naïveté industrielle coûte cher

Au-delà de la crise d'Ormuz et du protectionnisme américain, le débat a mis en lumière une menace de fond : la montée en puissance industrielle de la **Chine**. Pékin représente déjà près d'un tiers de la production industrielle mondiale et pourrait approcher 40 % dans les prochaines années. Dans certains secteurs, la domination chinoise devient systémique.

Cette réalité inquiète de plus en plus l'Europe. Le rapport évoqué pendant le débat sur le « rouleau compresseur chinois » souligne le danger d'un décrochage industriel européen. Et le pays le plus exposé n'est pas forcément la France, déjà largement désindustrialisée, mais l'**Allemagne**, dont le modèle reposait précisément sur la puissance manufacturière et l'exportation.

La Chine ne concurrence plus seulement l'Europe sur les biens à bas coût. Elle monte en gamme dans les véhicules électriques, les batteries, les équipements industriels, les machines, les technologies vertes, l'électronique, les infrastructures et les biens intermédiaires. Le défi n'est donc plus commercial seulement : il est industriel, technologique et stratégique.

Face à cela, l'Europe envisage de durcir son arsenal : préférence européenne, conditions de localisation, exigences de transfert de technologie, instruments antidumping, antisubventions et nouvelles règles industrielles. Mais l'Union européenne avance

toujours avec une difficulté bien connue : bâtir un consensus entre pays membres aux intérêts divergents.

Les propositions radicales, comme un droit de douane généralisé de 30 % contre la Chine ou une action directe sur le yuan, paraissent peu réalistes. Elles heurteraient les règles de l'OMC et les principes européens. Mais elles ont au moins un mérite : provoquer le débat. L'Europe ne peut plus se contenter de constater sa dépendance industrielle en publiant des rapports élégants. **Elle doit décider si elle veut encore produire.**

7. Russie : le bénéficiaire discret du chaos énergétique

La crise au Moyen-Orient crée aussi une opportunité évidente pour la **Russie**. Si les flux du Golfe deviennent incertains, les pays asiatiques chercheront à sécuriser davantage de pétrole et de gaz russes. L'Inde, qui avait déjà fortement augmenté ses achats de pétrole russe après la guerre en Ukraine, pourrait à nouveau renforcer ces flux. La Chine, la Thaïlande, le Vietnam et d'autres pays asiatiques pourraient également se rapprocher de Moscou.

La Russie ne peut pas augmenter indéfiniment ses capacités d'exportation, mais elle dispose d'un avantage considérable : elle redevient un fournisseur de sécurité relative dans un monde d'insécurité énergétique. Et lorsque la demande augmente, les rabais consentis auparavant peuvent diminuer. Pour Moscou, le chaos énergétique mondial est donc une rente géopolitique.

C'est l'un des paradoxes de la séquence actuelle : les États-Unis veulent contenir leurs rivaux, mais certaines crises peuvent renforcer indirectement la Russie, tout en fragilisant les alliés asiatiques et européens de Washington.

Pour les exportateurs français, l'Asie reste une chance, mais plus jamais un long fleuve tranquille

Ce débat de La Fabrique de l'Exportation a montré que l'**Asie** reste le cœur battant du commerce mondial, mais ce cœur bat désormais sous tension. Entre le choc énergétique venu du **Moyen-Orient**, le retour du **protectionnisme américain**, la puissance industrielle chinoise, l'ouverture sélective de l'Inde et les recompositions de l'ASEAN, les entreprises françaises doivent changer de logiciel.

Exporter en Asie ne consiste plus seulement à trouver un distributeur, signer un contrat et surveiller le taux de change. Il faut comprendre les routes maritimes, les dépendances énergétiques, les arbitrages géopolitiques, les règles d'origine, les accords commerciaux, les politiques industrielles et les nouvelles lignes de fracture entre grandes puissances.

Pour les entreprises françaises, les opportunités restent considérables : **Inde, ASEAN, Japon, Corée du Sud**, marchés de niche chinois, transitions énergétiques, infrastructures, santé, agroalimentaire, services, technologies industrielles. Mais les risques montent : volatilité des coûts, instabilité des flux, pressions américaines, concurrence chinoise, fragmentation réglementaire.

Et dans ce monde-là, l'Asie n'est pas seulement un marché. C'est le miroir grossissant de la nouvelle mondialisation : plus rapide, plus dure, plus politique. Autant dire qu'il vaut mieux garder les yeux ouverts, et les cartes maritimes pas trop loin.